

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2005 — 3111

[2005/203188]

27 OCTOBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant la liste des actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis préalable du fonctionnaire délégué, du concours d'un architecte ou qui requièrent une déclaration urbanistique préalable et modifiant l'article 307 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 4, 6, 84, § 2, 129, 192, 262 à 265 et 307;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 13 juin 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 juillet 2005;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, réputé favorable en application de l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chapitre IV du titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est remplacé comme suit :

« CHAPITRE IV. — *Des actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis préalable du fonctionnaire délégué, du concours d'un architecte ou qui requièrent une déclaration urbanistique préalable*

Art. 262. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à des dispositions légales, décrétales ou réglementaires et qu'ils ne nécessitent pas d'actes et travaux préparatoires soumis au permis d'urbanisme, les actes et travaux suivants sont dispensés du permis d'urbanisme :

1^o les constructions provisoires d'infrastructures de chantiers relatifs à des actes et travaux autorisés, en ce compris les réfectoires, logements et sanitaires ainsi que les pavillons d'accueil, pendant la durée des actes et travaux et pour autant qu'ils se poursuivent de manière continue;

2^o le placement de panneaux capteurs solaires thermiques ou photovoltaïques, pour autant que l'ensemble des panneaux soit fixé sur la toiture et qu'il ne présente aucun débordement par rapport au bâtiment ou qu'il soit encastré dans le plan de la toiture;

3^o à la condition que la stabilité du bâtiment ne soit pas mise en danger, les travaux d'aménagement intérieur ou extérieur ou les travaux de conservation et d'entretien qui n'impliquent pas une modification du volume construit ou de son aspect architectural ou qu'ils ne consistent pas à créer un nouveau logement ou à modifier la destination de tout ou partie d'un bien au sens de l'article 84, § 1^{er}, 6^o et 7^o;

4^o dans les cours et jardins, pour autant que ne s'ensuive aucune modification sensible du relief naturel du sol, tout aménagement conforme à une destination de cours et jardins et qui vise :

a) la création de chemins, de terrasses ou l'installation de bacs à plantations, les fontaines décoratives ou un étang d'une superficie qui n'excède pas 15,00 m²;

b) le placement de mobilier de jardin tels que bancs, tables, sièges, feux ouverts ou barbecues, poubelles, compostières, pergolas ou colonnes pour autant que la hauteur totale ne dépasse pas 2,50 m et qu'il soit situé à 1,90 m au moins des limites mitoyennes;

c) le placement de candélabres et de poteaux d'éclairage en manière telle que le faisceau lumineux issu de lampes reporté au sol n'excède pas les limites mitoyennes;

d) les appareillages strictement nécessaires à la pratique des jeux ne dépassant pas la hauteur de 3,50 m;

e) par propriété, la pose ou l'enlèvement d'un abri non destiné à un ou des animaux, d'une superficie maximale de 15,00 m² dont la hauteur ne dépasse pas 2,50 m à la gouttière et 3,50 m au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol, pour autant qu'elle se situe à l'arrière du bâtiment par rapport au domaine de la voirie et à 3,00 m au moins des limites mitoyennes;

f) les clôtures de 2,00 m de hauteur maximum constituées au moyen de haies vives d'essences régionales ou de piquets reliés entre eux par des fils ou treillis à larges mailles avec, éventuellement, à la base, une plaque de béton ou un muret de 0,50 m de hauteur maximum, ou par une ou deux traverses horizontales, ainsi que les portiques et portillons d'une hauteur maximale de 2,00 m permettant une large vue sur la propriété;

g) le placement de citernes à eau ou combustibles enfouies, drains, conduits en sous-sol, avaloirs, filets d'eau, regards, taques et fosses septiques et tout autre système d'épuration individuelle, pour autant que ces dispositifs soient en rapport avec l'infrastructure nécessaire à l'aménagement de la propriété;

5^o le placement d'une antenne de radio-télévision ou d'une antenne parabolique pour autant :

a) que la superficie ne dépasse pas 1,00 m²;

b) qu'elle prenne ancrage au sol dans les cours ou jardins implantés à l'arrière du bâtiment par rapport au domaine de la voirie publique ou sur une élévation ou un pan de toiture sis à l'arrière du bâtiment par rapport à la voirie publique; dans le cas où elle prend ancrage sur une élévation ou un pan de toiture, l'antenne doit être d'un ton similaire à celui de son support;

c) qu'elle soit implantée à 3,00 m minimum des limites mitoyennes;

6^o le placement d'installations à caractère social, culturel, sportif ou récréatif, pour une durée maximale de soixante jours;

7^o pour autant qu'elles soient exécutées dans les mêmes matériaux que ceux de la toiture, l'obturation, l'ouverture ou la modification de baies situées dans le plan de la toiture sur maximum un niveau et totalisant au maximum un quart de la longueur de l'élévation correspondante;

8° le remplacement de châssis dans les parements ou de baies de toiture par des châssis et baies isolants de même aspect extérieur ou le remplacement de parements d'élévation et de couvertures de toiture par des parements et couvertures isolants de même aspect extérieur, pour autant que l'accroissement d'épaisseur n'excède pas 0,30 m;

9° sur le domaine public :

a) pour les chaussées ne dépassant pas 7,00 m de largeur et pour autant qu'il n'y ait pas d'élargissement de l'assiette desdites chaussées ni de modification des caractéristiques essentielles du profil en travers, le renouvellement des fondations et du revêtement des chaussées, bermes, bordures et trottoirs, à l'exception des changements de revêtements constitués de pierres naturelles;

b) sans modification des caractéristiques essentielles du profil en travers, le renouvellement, le déplacement ou l'enlèvement des éléments accessoires tels que les parapets, les glissières et bordures de sécurité, à l'exception des murs de soutènement et des écrans anti-bruits;

c) la pose ou l'enlèvement des dispositifs d'évacuation d'eau tels que filets d'eau, avaloirs, taques, égouts et collecteurs de moins de 1,25 m de hauteur;

d) sans préjudice de l'application de l'article 129, § 3, l'installation, le déplacement, la transformation ou l'extension des réseaux insérés, ancrés, prenant appui ou surplombant le domaine de la voirie publique;

e) les aménagements provisoires de voirie d'une durée maximale de deux ans;

f) les travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, personnes à mobilité réduite ou cyclistes et visant l'agrandissement local de ces espaces, l'amélioration de leur aspect esthétique ou la sécurité des usagers;

g) le placement ou le renouvellement de petit mobilier urbain tels que bancs, tables, sièges, poubelles, candélabres, bacs à plantations, petites pièces d'eau;

h) les travaux d'aménagement des espaces réservés aux plantations;

i) le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs ou éléments suivants :

— la signalisation, en ce compris son support et les portiques, ainsi que sa protection vis-à-vis de la circulation;

— les dispositifs fixes ou mobiles limitant la circulation ou le stationnement;

— les dispositifs de contrôle du stationnement, tels que les parcmètres ou appareils horodateurs;

— les dispositifs de stationnement pour véhicules à deux roues;

— les dispositifs accessoires d'installations techniques, souterraines ou non, tels que armoires de commande électrique de feux de signalisation ou d'éclairage public, bornes téléphoniques, bornes incendies et armoires de télédiffusion;

j) le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs d'éclairage public;

k) le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs d'affichage et de publicité suivants :

— les colonnes dont le fût est d'au plus 1,20 m de diamètre et ne dépasse pas 3,50 m de hauteur;

— les panneaux sur pieds dont les hauteur et largeur maximales ne dépassent pas respectivement 2,50 m et 1,70 m et dont la superficie utile ne dépasse pas 4,00 m² par face;

l) l'établissement ou la modification de la signalisation au sol;

m) le placement, le déplacement ou l'enlèvement de ralentisseurs de trafic;

n) la pose, l'enlèvement ou le renouvellement des dispositifs d'exploitation des voies et des lignes de transport en commun tels que poteaux caténaux, signaux, portiques, loges, armoires de signalisation ou poteaux d'arrêts pour les voyageurs;

o) sans préjudice de l'obtention préalable d'une autorisation de voirie, le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur horeca, pour autant que sa superficie ne dépasse pas 50,00 m²;

10° dans la zone forestière, les miradors en bois visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 9°, du décret du 14 juillet 1994 modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Art. 263. § 1^{er}. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à des dispositions légales, décrétales ou réglementaires et qu'ils ne nécessitent pas d'actes et travaux préparatoires soumis au permis d'urbanisme, ne requièrent pas de permis d'urbanisme et requièrent une déclaration urbanistique préalable les actes et travaux qui suivent :

1° à l'exclusion des toitures et des actes et travaux visés à l'article 262, 7°, pour les élévations des bâtiments qui ne sont pas érigées sur l'alignement, l'ouverture ou la modification de baies, pour autant qu'elles soient caractérisées par une dominante verticale et exécutées dans les mêmes matériaux que ceux de l'élévation où elles sont pratiquées;

2° dans les cours et jardins, les actes et travaux qui suivent :

a) par propriété, la construction ou le remplacement d'un volume secondaire existant par un volume secondaire, sans étage, destiné ou non à l'habitat, érigé en contiguïté avec un bâtiment existant, à l'arrière de ce bâtiment ou en recul d'au moins 4,00 m de l'alignement ou raccordé à ce bâtiment par un volume à toiture plate, pour autant :

— que l'implantation se situe à 1,90 m minimum de la limite mitoyenne;

— que la superficie totale de l'extension n'excède pas 30,00 m² et que la hauteur ne dépasse pas 3,00 m à la corniche et 5,00 m au faite;

— que le volume soit couvert d'une toiture à un versant ou d'une toiture à deux versants de mêmes pente et longueur, et dont le niveau de gouttière est inférieur au niveau de gouttière du volume principal;

— que les matériaux de parement des élévations et de couverture de toiture soient soit le vitrage, soit similaires aux matériaux du bâtiment existant, l'ensemble des baies formées étant caractérisé par une dominante verticale;

b) par propriété, la construction ou le remplacement d'un volume secondaire par un volume secondaire, sans étage, non destiné à l'habitat, isolé, érigé à 1,90 m minimum de la limite mitoyenne et à l'arrière d'un bâtiment existant, d'une superficie maximale de 20,00 m², surmonté d'une toiture à deux versants de mêmes pente et longueur et dont les matériaux soient le bois, le vitrage ou soient similaires aux matériaux du bâtiment principal;

- c) les abris pour un ou des animaux, pour autant :
 - par propriété, que la superficie maximale soit de 15,00 m² et de 25,00 m² pour les colombiers;
 - qu'ils soient érigés à 3,00 m au moins des limites mitoyennes;
 - qu'ils soient érigés à 20,00 m au moins de toute habitation voisine;
 - que la hauteur ne dépasse pas 2,50 m à la corniche et 3,50 m au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol;
 - que le matériau de parement des élévations soit le bois ou le grillage ou soient similaires aux matériaux du bâtiment principal existant;
 - d) un rucher, sans préjudice de l'application des dispositions visées au Code rural;
 - e) la pose de clôtures, de portiques ou de portillons autre que ceux visés à l'article 262, 5^o, f);
 - f) par propriété et pour autant que ne s'ensuive aucune modification sensible du relief naturel du sol, une piscine non couverte n'excédant pas 75,00 m²;
- 3^o la démolition de constructions sans étage ni sous-sol, pour autant :
- a) que la superficie au sol soit inférieure à 30,00 m²;
 - b) qu'elles ne soient pas érigées sur l'alignement;
- 4^o pour les exploitations agricoles :
- a) la construction de silos de stockage en tout ou en partie enterrés, pour autant que le niveau supérieur des murs de soutènement n'excède pas de 1,50 m le niveau du relief naturel du sol;
 - b) l'établissement d'une dalle de fumièrre, pour autant que :
 - l'implantation soit distante de 3,00 m minimum des limites mitoyennes et de 20,00 m minimum de toute habitation autre que celle de l'exploitant;
 - le niveau supérieur de la dalle ou des murs de soutènement n'excède pas de 1,50 m le niveau du relief naturel du sol;
 - c) la pose d'une citerne de récolte ou de stockage d'eau ou d'effluents d'élevage, en tout ou en partie enterrée, pour autant que le niveau supérieur du mur de soutènement n'excède pas 0,50 m et que la citerne soit implantée à 10,00 m minimum de tout cours d'eau navigable ou non navigable, à 3,00 m minimum du domaine public et à 20,00 m minimum de toute habitation autre que celle de l'exploitant;

5^o pour la culture de sapins de Noël;

6^o dans les zones non destinées à l'urbanisation, l'établissement ou la modification d'un système de drainage.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins est compétent pour connaître la déclaration visée au § 1^{er}.

Nul ne peut exécuter tous actes et travaux visés au § 1^{er} sans préalablement en adresser une déclaration par envoi ou par dépôt, contre récépissé, au collège des bourgmestre et échevins et en avoir simultanément envoyé une copie au fonctionnaire délégué.

La déclaration est irrecevable :

1^o si elle a été adressée ou déposée en violation du présent article ou si elle n'en respecte pas les prescriptions;

2^o si elle ne contient pas :

- a) un extrait cadastral relatif au bien immobilier dont la date de validité n'est pas antérieure de douze mois à la date de la déclaration;
- b) trois photos numérotées de la localisation des actes et travaux projetés, avec indication sur l'extrait cadastral des endroits de prise de vue;
- c) une description littérale ou graphique, l'implantation et un croquis côté des actes et travaux projetés accompagnés, le cas échéant, d'une documentation technique s'y rapportant.

Dans les quinze jours à dater de la réception de la déclaration, le collège des bourgmestre et échevins informe le déclarant, par envoi, que la déclaration est recevable ou non. En cas d'irrecevabilité de la déclaration, le collège des bourgmestre et échevins précise le motif d'irrecevabilité, le cas échéant, un relevé des pièces manquantes, et que la procédure de déclaration doit être recommencée. Dans le même délai, le collège des bourgmestre et échevins adresse une copie de l'envoi au fonctionnaire délégué.

En cas de déclaration recevable, le déclarant peut passer à l'exécution des actes et travaux vingt jours après avoir adressé la déclaration.

La déclaration est affichée sur le terrain à front du domaine public et visible à partir de celui-ci, par les soins du déclarant et pendant toute la durée de l'exécution des actes et travaux.

Le collège des bourgmestre et échevins tient à la disposition des tiers intéressés un registre des déclarations.

Le Ministre du Développement territorial peut arrêter la forme et préciser le contenu de la déclaration.

Art. 264. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à des dispositions légales, décrétales ou réglementaires et qu'ils ne nécessitent pas d'actes et travaux préparatoires soumis au permis d'urbanisme ou requérant un tel avis, sont dispensés de l'avis préalable du fonctionnaire délégué les actes et travaux qui suivent :

1^o toute transformation ou toute extension de l'emprise au sol ne dépassant pas 60,00 m² d'un immeuble destiné à l'habitation pour autant que, lorsque la transformation ou l'extension vise notamment une élévation qui s'ouvre vers le domaine public, l'ensemble des baies formées vers le domaine public soit caractérisé par une dominante verticale et totalise une surface inférieure à celle des parties pleines de l'élévation, en ce non compris la toiture;

2^o sans préjudice de l'application du point 1^o, la création dans un bâtiment d'un nouveau logement;

3^o dans les cours et jardins situés à l'arrière de l'habitation par rapport au domaine public, les volières, les abris pour animaux et les colombiers, autres que ceux visés à l'article 263, § 1^{er}, 2^o, d) et la démolition de constructions sans étage ni sous-sol pour autant que la superficie au sol soit inférieure à 60,00 m²;

4^o dans les cours et jardins situés à l'arrière de l'habitation par rapport au domaine public, la création d'un étang ou d'une piscine non couverte, autres que ceux visés à l'article 262, 4^o, a) et à l'article 263, 2^o, f);

5^o la construction de murs de séparation;

6^o la construction des murs de soutènement;

7^o l'aménagement d'une aire de stationnement de plus de deux véhicules et de moins de dix véhicules;

8° l'aménagement d'une aire de dépôt de moins de cinq véhicules usagés ou de moins de 60,00 m³ de mitraille, de matériaux ou de déchets, pour autant qu'elle soit implantée à l'arrière des bâtiments par rapport au domaine de la voirie publique;

9° le placement d'une ou plusieurs enseignes ou d'un ou plusieurs dispositifs de publicité;

10° par propriété, l'aménagement d'un terrain de sport non couvert dans la mesure où il est distant de 3,00 m au moins des limites mitoyennes et que ses dimensions ne dépassent pas 45,00 m par 25,00 m;

11° les actes et travaux d'aménagement conformes à la destination normale des cours et jardins pour autant qu'ils relèvent des actes et travaux visés à l'article 262, 4°, a) à d), mais n'en remplissent pas les conditions;

12° le placement de citernes à eau ou combustibles non enfouies pour autant que ces dispositifs soient en rapport avec l'infrastructure nécessaire à l'aménagement de la propriété et non destinés à une activité commerciale;

13° dans les zones destinées à l'urbanisation, le boisement en essences feuillues, le déboisement, l'abattage d'arbres isolés à haute tige plantés dans les zones d'espaces verts prévues par un plan communal d'aménagement en vigueur, ainsi que des arbres existant dans un bien immobilier ayant fait l'objet d'un permis de lotir, à l'exception des arbres remarquables visés à l'article 84, § 1^{er}, 11°;

14° le placement sur un bâtiment de panneaux capteurs solaires autres que visés à l'article 262, 2°;

15° la construction de silos de stockage, de dalles de fumière et de citernes de récolte ou de stockage qui ne remplissent pas les conditions visées à l'article 263, 4°;

16° le placement d'une ou plusieurs installations, fixes ou mobiles, ne nécessitant aucun assemblage;

17° l'édification d'antennes, en ce compris les antennes paraboliques, mâts, pylônes et autres structures similaires, pour autant :

— que ces actes et travaux ne soient pas visés à l'article 262, 5°;

— que l'implantation soit située à une distance des limites mitoyennes au moins égale à la hauteur totale;

— que ces actes et travaux ne relèvent pas de réseaux de télécommunication, notamment les réseaux de téléphonie, de radiophonie, de radiotéléphonie et de télédistribution;

18° les éoliennes pour autant :

— qu'elles ne relèvent pas d'un réseau de production ou de distribution d'électricité;

— que l'implantation soit située à une distance des limites mitoyennes au moins égale à la hauteur totale;

19° les travaux de conservation et d'entretien qui modifient l'aspect architectural d'un bâtiment, tel que le remplacement des matériaux de toiture ou de parement des élévations ou la modification de l'aspect des matériaux de toiture ou de parement des élévations résultant du sablage, de la peinture, du cimentage, du crépi ou du bardage, ou le remplacement des portes et châssis;

20° la modification de destination d'un bâtiment visée à l'article 84, § 1^{er}, 7°, pour autant qu'elle ne requière aucuns actes et travaux impliquant une modification du volume construit ou de l'aspect architectural du bâtiment;

21° les actes et travaux se rapportant à une modification de destination d'un bâtiment autre que celle visée à l'article 84, § 1^{er}, 7°, pour autant qu'ils n'impliquent pas une modification du volume construit ou de l'aspect architectural du bâtiment.

22° les abris pour voyageurs aux arrêts des transports en public.

Art. 265. Le concours d'un architecte n'est pas obligatoire pour :

1° les actes et travaux visés aux articles 262 et 263;

2° la création dans un bâtiment d'un nouveau logement, à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte à ses structures portantes ou qu'il ne s'en suive pas une modification de son volume ou de son aspect architectural;

3° la construction de serres et vérandas contiguës au bâtiment principal pour autant que :

a) elles ne comportent qu'un seul niveau;

b) leur profondeur ne dépasse pas 3,50 m;

4° la modification sensible du relief du sol;

5° les actes et travaux visés à l'article 264, 4° à 22°;

6° le boisement, le déboisement, l'abattage ou l'élagage d'arbres ou de haies;

7° la mise en œuvre du plan de gestion d'une réserve naturelle domaniale ou agréée, approuvé par le Gouvernement en application de l'article 14 ou de l'article 19 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Art. 265/1. Les exonérations visées à l'article 262, 9°, en ce compris le domaine public visé par les plans communaux d'aménagement et les permis de lotir dûment autorisés et non périmés, et à l'article 264, 1°, 5° à 10°, 12°, 14°, 16° à 22° ne sont pas d'application :

1° dans un périmètre d'application du règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme, visé au chapitre XVII du titre I^{er} du livre IV;

2° dans un territoire communal ou une partie de territoire communal où s'applique le règlement général sur les bâtisses en site rural, visé au chapitre XVII^{quater} du titre I^{er} du livre IV;

3° dans un périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique visé à l'article 40, 4°;

4° aux actes et travaux qui se rapportent à un bien immobilier repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192. »

Art. 2. L'article 307 du même Code est complété comme suit :

« 4° les modifications sensibles du relief du sol. »

Art. 3. La demande de permis d'urbanisme dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté poursuit son instruction sur la base des dispositions en vigueur avant cette date.

Art. 4. Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 octobre 2005.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 3111

[C — 2005/203188]

27. OKTOBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Liste der Handlungen und Arbeiten, für welche die Städtebaugenehmigung, das gleichlautende Gutachten des beauftragten Beamten oder die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist, oder für die eine vorherige städtebauliche Erklärung nötig ist, und zur Abänderung von Artikel 307 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 4, 6, 84 § 2, 129, 192, 262 bis 265, und 307;

Aufgrund des am 13. Juni 2005 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 28. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung, das in Anwendung von Artikel 4 Absatz 1 3° des Gesetzbuches als günstig gilt;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Beschließt:

Artikel 1 - Das Buch IV, Titel I, Kapitel IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«KAPITEL IV — *Handlungen und Arbeiten, für welche die Städtebaugenehmigung, das gleichlautende Gutachten des beauftragten Beamten oder die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist, oder für die eine vorherige städtebauliche Erklärung nötig ist*

Art. 262 - Für die folgenden Handlungen und Arbeiten ist keine Städtebaugenehmigung erforderlich, insofern sie keine Abweichung von den Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen zur Folge haben und keine vorbereitenden Handlungen und Arbeiten erfordern, die einer Städtebaugenehmigung unterliegen:

1° die vorläufigen Infrastrukturbauten auf Baustellen für genehmigte Handlungen und Arbeiten, einschließlich Speiseräume, Wohnungen und Sanitärräume sowie Aufenthaltspavillons, während der Dauer der Handlungen und Arbeiten, insofern diese ununterbrochen ausgeführt werden;

2° die Anlage von thermischen oder photovoltaischen Sonnenkollektoren, insofern die Gesamtheit der Kollektoren auf dem Dach befestigt wird und keinen Überhang über das Gebäude hinaus aufweist, oder aber in die Dachfläche eingebaut wird;

3° sofern die Festigkeit des Gebäudes nicht gefährdet wird, Innen- oder Außeneinrichtungsarbeiten oder Instandhaltungs- und Pflegearbeiten, die keine Änderung des Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben, unter der Voraussetzung, dass diese Arbeiten nicht darin bestehen, eine neue Wohnung zu schaffen oder die Zweckbestimmung eines Guts im Sinne von Artikel 84 § 1 6° und 7° ganz oder teilweise zu ändern;

4° in den Höfen und Gärten, alle Gestaltungsarbeiten, die keine bedeutende Abänderung des Bodenreliefs zur Folge haben, der Zweckbestimmung der Höfe und Gärten Rechnung tragen, und folgende Tätigkeiten betreffen:

a) die Anlage von Wegen, Terrassen oder das Anbringen von Pflanzentrögen, Zierbrunnen oder die Schaffung eines Teichs mit einer Höchstfläche von 15,00 m²;

b) das Aufstellen von Gartenmöbeln, wie Bänken, Tischen, Sesseln, offenen Feuern oder Barbecue-Grills, Mülltonnen, Kompostbehältern, Pergolen oder Säulen, insofern ihre Gesamthöhe 2,50 m nicht überschreitet und sie mindestens 1,90 m von den Grundstücksgrenzen gelegen sind;

c) das Aufstellen von Kandelabern und Lichtmasten, so dass der auf den Boden fallende Lichtstrahl der Lampen nicht über die Grundstücksgrenzen hinausragt;

d) die einzig und allein für das Betreiben von Spielgeräten erforderlichen Gegenstände, die eine Höhe 3,50 m nicht überschreiten;

e) pro Grundstück, die Anlage oder Entfernung eines Unterstands, der nicht für ein oder mehrere Tiere bestimmt ist, mit einer Höchstfläche von 15,00 m², und dessen Dachgesimshöhe 2,50 m und Firsthöhe 3,50 m über dem natürlichen Bodenniveau nicht überschreitet, sofern es hinter dem Gebäude im Verhältnis zum Wegenetz und mindestens 3,00 m von den Grundstücksgrenzen entfernt steht;

f) Zäune, deren Höhe 2,00 m nicht überschreitet, bestehend aus lebenden Hecken aus regionalen Pflanzenarten oder aus Pfählen, die untereinander durch Draht oder Grobmaschendraht, gegebenenfalls mit einer höchstens 0,50 m hohen Betonplatte oder Mauer an der Basis, oder aber durch ein oder zwei waagerechte Querstücke verbunden werden, sowie Portalrahmen und Tore, die nicht höher als 2,00 m sind, durch die eine breite Aussicht auf das Grundstück möglich ist;

g) das Anbringen von eingegrabenen Wasser- oder Brennstofftanks, Dränrohren, unterirdischen Leitungen, Abläufen, Wasserrinnen, Schächten, Kanaldeckeln und Faulgruben und von jeglichem individuellen Klärsystem, insofern diese Vorrichtungen im Zusammenhang mit der zur Ausstattung des Grundstücks erforderlichen Infrastruktur stehen;

5° das Aufstellen einer Rundfunk- und Fernsehantenne oder einer Parabolantenne, sofern:

a) die Fläche 1,00 m² nicht überschreitet;

b) sie im Boden in den Höfen und Gärten, die hinter dem Gebäude im Verhältnis zum Wegenetz gelegen sind, oder in einem aufgehenden Mauerwerk oder in einer Dachseite, die hinter dem Wohnhaus im Verhältnis zum Wegenetz gelegen sind, verankert ist; wenn sie in einem aufgehenden Mauerwerk oder in einer Dachseite verankert ist, muss die Antenne ein ähnliche Farbe wie ihr Träger haben;

c) sie in einer Entfernung von mindestens 3,00 m der Grundstücksgrenzen angebracht ist;

6° die Anlage von Einrichtungen mit sozialem, kulturellem, sportlichem oder Freizeitcharakter, für eine Dauer von höchstens sechzig Tagen;

7° insofern dies mit denselben Baustoffen als denjenigen des Daches erfolgt, der Verschluss, das Durchführen oder die Veränderung von Öffnungen in der Dachfläche über höchstens eine Ebene, die insgesamt höchstens ein Viertel der Länge des entsprechenden aufgehenden Mauerwerks aufweisen;

8° den Ersatz von Rahmen in den Verblendungen oder von Dachöffnungen durch isolierende Rahmen und Öffnungen mit dem gleichen Aussehen oder der Ersatz von Verblendungen von aufgehenden Mauerwerken und Dachbedeckungen durch isolierende Verblendungen und Bedeckungen mit dem gleichen Aussehen, insofern die Zunahme der Wand- bzw. Dachstärke nicht mehr als 0,30 m beträgt;

9° auf dem öffentlichen Eigentum:

a) für die unter 7,00 m breiten Straßen, insofern die Fläche der Straßenanlage nicht verbreitert wird und die wesentlichen Merkmale des Querschnittes nicht verändert werden, die Erneuerung der unteren Tragschichten und des Belags der Straßen, Bankette, Bordsteine oder Bürgersteige, mit Ausnahme der Veränderungen von Belägen aus Naturstein;

b) insofern die wesentlichen Merkmale des Querschnittes nicht verändert werden, die Erneuerung, die Verlegung oder das Entfernen der Einbauten wie Sicherheitsbrüstungen, -leitplanken und -bordsteine, mit Ausnahme der Stützmauern und der Lärmschutzzäune;

c) das Anlegen oder Entfernen von Wasserableitungsvorrichtungen wie Wasserrinnen, Abläufen, Deckeln, Kanalisationen und Sammlern, die unter 1,25 m hoch sind;

d) unbeschadet der Anwendung von Art. 129 § 3, die Anlage, Verlegung, Änderung oder der Ausbau von eingebauten, verankerten Netzen, die sich auf den öffentlichen Eigentumsbereich stützen oder ihn überragen;

e) die vorläufige Einrichtung der Straßen für eine maximale Dauer von zwei Jahren;

f) die Ausbaurbeiten in für Fußgänger, Personen mit eingeschränkter Mobilität oder Radfahrer vorbehaltenen Bereichen, die die lokale Vergrößerung dieser Bereiche, die Verbesserung ihres ästhetischen Aussehens oder die Sicherheit der Benutzer zum Zweck haben;

g) die Anlage oder Erneuerung von kleinem Straßenmobiliar wie Bänke, Tische, Sessel, Mülltonnen, Lichtmaste, Pflanzentröge, kleine Teiche;

h) die Ausbaurbeiten in für Anpflanzungen vorbehaltenen Bereichen;

i) das Anlegen, Verlegen oder Entfernen der folgenden Vorrichtungen bzw. Einbauten:

— die Beschilderung, einschließlich deren Träger und die Gerüste, sowie ihre Schutzvorrichtungen gegen den Verkehr;

— die ortsfesten oder beweglichen Vorrichtungen zur Beschränkung des Verkehrs oder des Parkens;

— die Vorrichtungen zur Kontrolle des Parkens, wie z.B. Parkuhren oder Datum- und Uhrzeitstempelapparate;

— die Vorrichtungen für das Abstellen von zweirädrigen Fahrzeugen;

— die Nebenanlagen von technischen unterirdischen oder oberirdischen Vorrichtungen, wie Steuerschränke für Ampeln oder Straßenbeleuchtung, Rufsäulen, Feuerlöschwasserständer, Fernsehdrahtfunk- und Kabelfernseh-schränke;

j) die Anlage, die Verlegung oder das Entfernen von Vorrichtungen zur Straßenbeleuchtung;

k) die Anlage, die Verlegung oder das Entfernen der folgenden Reklame- oder Anschlagvorrichtungen:

— Litfaßsäulen mit einem Durchmesser von höchstens 1,20 m und einer maximalen Höhe von 3,50 m;

— freistehende Anschlagtafeln, die nicht höher als 2,50 m und nicht breiter als 1,70 m sind und deren Nutzfläche nicht mehr als 4,00 m² pro Seite beträgt;

l) die Bodenmarkierung oder deren Abänderung;

m) das Aufstellen, Verlegen oder Entfernen von Vorrichtungen zur Verkehrsberuhigung;

n) das Aufstellen, das Entfernen oder die Erneuerung der Vorrichtungen zum Betrieb der öffentlichen Verkehrsmittelwege und -linien, wie Oberleitungsmaste, Signale, Fahrleitungsjochs, Beschilderungszellen oder -schränke oder Pfosten der Haltestellen für Reisende;

o) unbeschadet der vorherigen Erteilung einer Straßenbaugenehmigung, die Anlage einer saisonbedingten offenen Terrasse im Hotel- und Gaststättengewerbe, sofern ihre Fläche 50,00 m² nicht überschreitet;

10° in einem Forstgebiet, die in Artikel 1 § 1 9° des Dekrets vom 14. Juli 1994 zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten Aussichtstürme aus Holz.

Art. 263 - § 1 - Für die folgenden Handlungen und Arbeiten ist keine Städtebaugenehmigung, sondern eine vorherige städtebauliche Erklärung erforderlich, insofern sie keine Abweichung von den Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen zur Folge haben und sie keine vorbereitenden Handlungen und Arbeiten erfordern, für welche eine Städtebaugenehmigung notwendig ist:

1° was die nicht auf der Fluchtlinie errichteten, aufgehenden Mauerwerke der Gebäude angeht und mit Ausnahme der Dächer und der in Artikel 262 7° erwähnten Handlungen und Arbeiten, das Durchführen oder die Veränderung von Öffnungen, insofern sie eine senkrechte Dominante aufweisen und mit denselben Baustoffen als denjenigen des aufgehenden Mauerwerks, in dem sie sich befinden, durchgeführt werden;

2° in den Höfen und Gärten, die folgenden Handlungen und Arbeiten:

a) pro Grundstück, der Bau oder der Ersatz eines bestehenden Nebenvolumens durch ein für Wohnzwecke oder nicht für Wohnzwecke bestimmtes etagenloses Nebenvolumen, das an ein bestehendes Gebäude angrenzt, hinter diesem oder mindestens 4,00 m hinter der Fluchtlinie errichtet wird oder an dieses Gebäude durch ein Volumen mit Flachdach verbunden ist, insofern:

— der Abstand zur Grundstücksgrenze mindestens 1,90 m beträgt;

— die Gesamtfläche des Ausbaus nicht mehr als 30,00 m², die Gesamthöhe nicht mehr als 3,00 m und die Firsthöhe nicht mehr als 5,00 m beträgt;

— das Volumen mit einem Pultdach oder einem Satteldach bedeckt ist, wobei beide Dachseiten die gleiche Schräge und Länge aufweisen, und die Dachrinne sich niedriger als die Dachrinne des Hauptvolumens befindet;

— die Verblendwerkstoffe des aufgehenden Bauwerks und die Dachbedeckung entweder Glas oder die gleichen Baustoffe als die des bestehenden Gebäudes sind, wobei die Gesamtheit der gebildeten Öffnungen eine senkrechte Dominante aufweist;

b) pro Grundstück, der Bau oder der Ersatz eines Nebenvolumens durch ein getrenntes, nicht für Wohnzwecke bestimmtes etagenloses Nebenvolumen, das in einem Abstand von mindestens 1,90 m der Grundstücksgrenze und hinter einem bestehenden Gebäude errichtet wird, eine Höchstfläche von 20,00 m² hat, mit einem Satteldach bedeckt ist, dessen beide Dachseiten die gleiche Schräge und Länge aufweisen, und dessen Baustoffe das Holz oder das Glas oder aber ähnliche Baustoffe als diejenigen des Hauptgebäudes sind;

- c) Unterstände für ein oder mehrere Tiere, insofern:
- die Höchstfläche pro Grundstück 15,00 m² (25,00 m² für Taubenhäuser) beträgt;
 - sie in einem Abstand von wenigstens 3,00 m von den Grundstücksgrenzen errichtet werden;
 - sie in einem Abstand von wenigstens 20,00 m von einer benachbarten Wohnung errichtet werden;
 - die Dachgesimshöhe nicht mehr als 2,50 m und die Firsthöhe nicht mehr als 3,50 m zum natürlichen Bodenniveau beträgt;
 - der Verblendwerkstoff des aufgehenden Bauwerks Holz oder Drahtgitter oder aber ein ähnlicher Werkstoff als diejenigen des bestehenden Hauptgebäudes ist;
- d) ein Bienenhaus, unbeschadet der Anwendung der im Feldgesetzbuch erwähnten Bestimmungen;
- e) die Anlage von Zäunen, Portalrahmen oder Toren, außerhalb derjenigen, die in Artikel 262 5° f) des Gesetzbuches erwähnt sind;
- f) pro Grundstück und sofern dies keine bedeutende Abänderung des Bodenreliefs zur Folge hat, ein Schwimmbecken ohne Dach, dessen Fläche nicht mehr als 75,00 m² beträgt;
- 3° der Abbruch von Gebäuden ohne Etage und ohne Grundgeschoss, sofern:
- a) die Fläche am Boden unter 30,00 m² liegt;
 - b) sie nicht auf der Fluchtlinie errichtet sind;
- 4° für landwirtschaftliche Betriebe:
- a) der Bau von ganz oder teilweise eingegrabenen Lagersilos, insofern die Oberkante der Stützmauern sich nicht über mehr als 1,50 m über dem natürlichen Bodenrelief befindet;
 - b) die Anlage einer Mistplatte, insofern:
 - diese sich in einem Mindestabstand von 3,00 m von der Grundstücksgrenze und 20,00 m von jeder anderen Wohnung als der des Betreibers befindet;
 - die Oberkante der Platte oder der Stützmauern sich nicht über mehr als 1,50 m über dem natürlichen Bodenrelief befindet;
 - c) das Aufstellen einer ganz oder teilweise eingegrabenen Zisterne für die Sammlung oder Lagerung von Tierzucht abwässern oder tierischen Ausscheidungen, insofern die Oberkante der Stützmauer sich nicht höher als 0,50 m befindet und die Zisterne sich in einem Mindestabstand von 10,00 m von jeglichem schiffbaren oder nicht schiffbaren Wasserlauf, 3,00 m des öffentlichen Eigentums und 20,00 m von jeder anderen Wohnung als der des Betreibers befindet;
- 5° für den Anbau von Weihnachtsbäumen;
- 6° das Anlegen oder die Abänderung eines Entwässerungssystems in Gebieten, die nicht zur städtebaulichen Entwicklung bestimmt sind.

§ 2. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ist zuständig, um über die in § 1 erwähnte Erklärung zu entscheiden.

Niemand darf in § 1 erwähnte Handlungen und Arbeiten durchführen, ohne eine betreffende Erklärung dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium per Sendung oder Hinterlegung mit Aufgabe- bzw. Abnahmebescheinigung zu übermitteln, wobei gleichzeitig eine Abschrift an den beauftragten Beamten zu richten ist.

Die Erklärung ist unzulässig:

- 1° wenn die Sendung oder Hinterlegung unter Verstoß gegen den vorliegenden Artikel erfolgt oder dessen Vorschriften nicht beachtet;
- 2° wenn sie Folgendes nicht enthält:
 - a) ein Katastrauszug bezüglich des Immobilienguts, dessen Gültigkeitsdatum nicht mehr als zwölf Monate vor dem Datum der Erklärung zurückliegt;
 - b) drei numerierte Fotos der Örtlichkeiten, wo die geplanten Handlungen und Arbeiten stattfinden werden, mit Angabe auf dem Katastrauszug der Stellen, wo die Fotos genommen wurden;
 - c) eine Beschreibung in Wort oder Bild, die Positionen und eine vermaßte Skizze der geplanten Handlungen und Arbeiten ggf. zuzüglich der einschlägigen technischen Unterlagen.

Innerhalb fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Erklärung informiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Erklärungsspflichtigen per Sendung, ob die Erklärung zulässig ist oder nicht. Ist die Erklärung nicht zulässig, so gibt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Grund für die Unzulässigkeit an, wobei es ggf. eine Liste der fehlenden Dokumente angibt, und erklärt, dass das Erklärungsverfahren neu angefangen werden muss. Innerhalb derselben Frist richtet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Abschrift der Sendung an den beauftragten Beamten.

Ist die Erklärung zulässig, so kann der Erklärungspflichtige die Durchführung der Handlungen und Arbeiten zwanzig Tage, nachdem er die Erklärung übermittelt hat, einleiten.

Die Erklärung wird durch den Erklärungspflichtigen auf dem Gelände entlang dem öffentlichen Eigentum angeschlagen und ist ab diesem sichtbar, dies während der ganzen Dauer der Durchführung der Handlungen und Arbeiten.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium hängt interessierten Drittpersonen ein Register der Erklärungen zur Verfügung.

Der Minister für räumliche Entwicklung kann die Form und den Inhalt der Erklärung bestimmen.

Art. 264 - Für die folgenden Handlungen und Arbeiten ist kein vorheriges Gutachten des beauftragten Beamten erforderlich, insofern sie keine Abweichung von den Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen zur Folge haben und keine vorbereitenden Handlungen und Arbeiten erfordern, die einer Städtebaugenehmigung oder eines solchen Gutachtens bedürfen:

1° jede Veränderung oder Erweiterung der Grundfläche eines für Wohnzwecke bestimmten Gebäudes, die 60 m² nicht überschreitet, insofern, wenn die Veränderung oder Erweiterung insbesondere ein aufgehendes Bauwerk betrifft, das zum öffentlichen Eigentum hin liegt, die Gesamtheit der durchgeführten Öffnungen, die zum öffentlichen Eigentum hin liegen, eine senkrechte Dominante aufweist und eine Fläche hat, die niedriger ist als die vollen Teile des aufgehenden Bauwerks, Dachflächen ausgeschlossen;

2° unbeschadet der Anwendung von Punkt 1°, die Schaffung einer neuen Wohnung in einem Gebäude;

3° in den Höfen und Gärten, die hinter dem Wohnhaus im Verhältnis zum öffentlichen Eigentum gelegen sind, die Vogelhäuser, Tierhütten und Taubenhäuser außer denjenigen im Sinne von Artikel 263 § 1 2° d), und der Abbruch von Bauten ohne Etage noch Grundgeschoss, insofern die Bodenfläche weniger als 60,00 m² beträgt;

4° in den Höfen und Gärten, die hinter dem Wohnhaus im Verhältnis zum öffentlichen Eigentum gelegen sind, die Schaffung eines Teiches oder eines nicht überdachten Schwimmbeckens, außerhalb derjenigen, die in Artikel 262 4° a) und 263 2°, f) erwähnt sind;

5° der Bau von Trennmauern;

6° der Bau von Stützmauern;

7° das Anlegen einer Parkfläche für mehr als zwei und weniger als zehn Fahrzeuge;

8° das Anlegen eines Lagers für weniger als 5 ausgediente Fahrzeuge oder für weniger als 60 m³ Schrott, Materialien oder Abfall, vorausgesetzt, dass es hinter den Gebäuden im Verhältnis zum Wegenetz gelegen ist;

9° das Anbringen eines oder mehrerer Aushängeschilder oder Reklamevorrichtungen;

10° die Einrichtung eines nicht überdachten Sportplatzes je Grundstück, soweit er mindestens 3 m von den Grundstücksgrenzen entfernt gelegen ist und seine Abmessungen 45 m × 25 m nicht überschreiten;

11° die Handlungen und Ausbaurbeiten, die der normalen Zweckbestimmung der Höfe und Gärten entsprechen, soweit diese der Kategorie der in Artikel 262 4°, a) bis d) erwähnten Handlungen und Arbeiten angehören, die jedoch die darin vorgesehenen Bedingungen nicht erfüllen;

12° das Anbringen von nicht eingegrabenen Wasser- oder Brennstofftanks, vorausgesetzt, dass diese Vorrichtungen im Zusammenhang mit der zur Ausstattung des Grundstücks erforderlichen Infrastruktur stehen und nicht zur Ausübung einer gewerblichen Tätigkeit bestimmt sind;

13° in zur städtebaulichen Entwicklung bestimmten Gebieten, die Aufforstung mit Laubbaumarten, die Abholzung, das Fällen von alleinstehenden hochstämmigen Bäumen, welche sich in einem Grüngelände befinden, das kraft eines geltenden kommunalen Raumordnungsplan vorgesehen ist, sowie von Bäumen, die innerhalb eines Grundstücks stehen, für das eine Parzellierungsgenehmigung erteilt worden ist, mit Ausnahme der in Artikel 84 § 1 11° erwähnten bemerkenswerten Bäume;

14° das Anbringen auf einem Gebäude von anderen Sonnenkollektoren als denjenigen, die in Artikel 262 2° erwähnt sind;

15° die Errichtung von Lagersilos, Mistplatten oder Lager- oder Sammelzisternen, die die in Artikel 263 4° erwähnten Bedingungen nicht erfüllen;

16° das Aufstellen einer oder mehrerer ortsfester bzw. beweglicher Einrichtungen, die keine Montage erfordern;

17° das Errichten von Antennen, einschließlich der Parabolantennen, Maste, Gittermaste und anderen ähnlichen Strukturen, sofern:

— diese Handlungen und Arbeiten nicht in Artikel 262 5° erwähnt sind;

— sie in einer Entfernung von den Grundstücksgrenzen, die mindestens ihrer Gesamthöhe entspricht, errichtet werden;

— diese Handlungen und Arbeiten nicht mit Telekommunikationsnetzen verbunden sind, insbesondere im Bereich der Telefonie, des Hörfunks, des Funksprechverkehrs und des Kabelfernsehens;

18° die Windräder, sofern:

— sie keinem Stromerzeugung- oder -versorgungsnetz angehören;

— sie in einer Entfernung von den Grundstücksgrenzen, die mindestens ihrer Gesamthöhe entspricht, errichtet werden;

19° die Instandhaltungs- und Wartungsarbeiten, die das architektonische Aussehen eines Gebäudes abändern, wie der Ersatz der Dachmaterialien oder des Verblendwerkstoffs des aufgehenden Bauwerks oder die Änderung des Aussehens der Dachmaterialien oder des Verblendwerkstoffs des aufgehenden Bauwerks infolge des Sandstrahlens, Anstreichens, Zementierens und Verputzens, Ersetzens von Verblendungssteinen oder -ziegelsteinen, Ersetzens von Fenster- bzw. Außentürrahmen;

20° die Abänderung der Zweckbestimmung eines Gebäudes im Sinne von Artikel 84 § 1 7° soweit sie keine Handlungen und Arbeiten erfordert, die eine Änderung seines Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben;

21° die Handlungen und Arbeiten, die mit einer anderen Abänderung der Zweckbestimmung eines Gebäudes als diejenige, die in Artikel 84 § 1 7° des Gesetzbuches erwähnt ist, verbunden sind, soweit sie keine Änderung seines Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben;

22° die Wartehäuschen für Fahrgäste an Haltestellen der öffentlichen Verkehrsmittel.

Art. 265 - Die Beteiligung eines Architekten ist nicht erforderlich für:

1° die in Artikel 262 und 263 erwähnten Handlungen und Arbeiten;

2° die Schaffung einer neuen Wohnung in einem Gebäude, unter der Voraussetzung, dass seine tragenden Strukturen nicht angetastet werden oder sich daraus keine Änderung seines Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens ergibt;

3° den Bau von Treibhäusern und Verandas, die an das Hauptwohnhaus angrenzen, sofern:

a) sie nur aus einer Ebene bestehen;

b) sie nicht tiefer als 3,50 m sind;

4° eine bedeutende Veränderung des Bodenreliefs;

5° die in Artikel 264 4° bis 22° erwähnten Handlungen und Arbeiten;

6° die Aufforstung, Abholzung, das Fällen oder die Ausäutung von Bäumen oder Hecken;

7° die Durchführung des von der Regierung in Anwendung von Artikel 14 oder Artikel 19 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegten Verwaltungsplans eines staatlichen bzw. eines zugelassenen Naturschutzgebietes;

Art. 265/1 - Die in Artikel 262 9° einschließlich des öffentlichen Eigentums, das von kommunalen Raumordnungsplänen und ordnungsgemäß genehmigten und noch nicht verfallenen Erschließungsgenehmigungen betroffen ist, und in Art. 264 1° 5° bis 10° 12° 14° 16° bis 22° erwähnten Befreiungen sind nicht anwendbar:

1° in einem Umkreis, in dem die in Buch IV Titel I Kapitel XVII des Gesetzbuches erwähnte, für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung Anwendung findet;

2° in einem Gemeindegebiet oder einem Teil eines Gemeindegebiets, in dem die in Buch IV Titel I Kapitel XVII *quater* erwähnte Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden Anwendung findet;

3° in einem Umkreis von kulturellem, historischem oder ästhetischem Interesse nach Artikel 40 4°;

4° auf die Handlungen und Arbeiten, die sich auf ein im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter nach Art. 192 angeführtes Immobiliengut beziehen.»

Art. 2 - Art. 307 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ergänzt:

«4° die bedeutenden Veränderungen des Bodenreliefs.»

Art. 3 - Städtebaugenehmigungsanträge, deren Empfangsbestätigung ein Datum vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses trägt, werden auf der Grundlage der vor diesem Datum gültigen Bestimmungen weiter geprüft.

Art. 4 - Der Minister für räumliche Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Oktober 2005

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 3111

[2005/203188]

27 OKTOBER 2005. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de lijst van handelingen en werken waarvoor de stedenbouwkundige vergunning, het voorafgaande advies van de gemachtigde ambtenaar of de medewerking van een architect niet vereist zijn of die een voorafgaande stedenbouwkundige verklaring vereisen en tot wijziging van artikel 307 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikelen 4, 6, 84, § 2, 129, 192, 262 tot 265 en 307;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 13 juni 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 juli 2005;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, gunstig geacht ter uitvoering van artikel 4, eerste lid, 3°, van het Wetboek;

Op voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. Hoofdstuk IV, titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt gewijzigd als volgt :

« **HOOFDSTUK IV.** — *Handelingen en werken die vrijgesteld zijn van de stedenbouwkundige vergunning, het voorafgaande advies van de gemachtigde ambtenaar en de medewerking van een architect of die een voorafgaande stedenbouwkundige verklaring vereisen*

Art. 262. Voorzover de hierna vermelde handelingen en werken geen afwijking van de wettelijke, decretale of regelgevende bepalingen inhouden en ze geen voorbereidende handelingen en werken onderworpen aan de stedenbouwkundige vergunning vereisen, zijn ze vrijgesteld van de stedenbouwkundige vergunning :

1° het optrekken van voorlopige bouwwerken voor de infrastructuur van bouwwerken die betrekking hebben op toegelaten handelingen en werken, waaronder eetzaal, logeerruimtes, sanitaire ruimtes en onthaalbalies, tijdens de duur van de handelingen en werken en voorzover de uitvoering ervan zonder onderbreking verloopt;

2° het plaatsen van thermische of fotovoltaïsche zonnecollectoren, voorzover alle zonnecollectoren op het dak vastgezet zijn en ze in het geheel nergens boven of onder het dak van het gebouw uitsteken of ze in het dak geïntegreerd zijn;

3° het uitvoeren van binnenhuis- of buitenhuisinrichtingen of de instandhoudings- en onderhoudswerken die het gebouwde volume of de architectuur ervan niet wijzigen op voorwaarde dat de stabiliteit van het gebouw niet bedreigd wordt of dat ze niet bestemd zijn om een nieuwe woning te bouwen noch de bestemming van het geheel of een gedeelte van een goed te wijzigen in de zin van artikel 84, § 1, 6° en 7°;

4° in voor- en achtertuinen, voorzover het bodemreliëf geen enkele ingrijpende wijziging ondergaat, het voorzien van een inrichting die overeenstemt met de bestemming als voor- en achtertuin en die het volgende beoogt :

a) het aanleggen van paden, terrassen, het plaatsen van plantenbakken, het aanleggen van sierfontein of van een vijver met een grondoppervlakte van hoogstens 15,00 m²;

b) het plaatsen van tuinmeubilair zoals banken, tafels, stoelen, open haarden of barbecues, vuilbakken, compostbakken, pergola's of zuilen voorzover ze een totale hoogte van 2,50 meter niet overschrijden en op minstens 1,90 meter van de gemeenschappelijke grens staan;

c) het plaatsen van kandelaberzuilen en verlichtingspalen zonder dat de door de grond weerkaatste lichtbundel verder mag reiken dan de gemeenschappelijke grens;

d) het plaatsen van de toestellen die strikt noodzakelijk zijn voor het spel met een maximumhoogte van 3,50 meter;

e) per eigendom, het plaatsen of wegnemen van een schuilplaats niet bestemd voor één of meerdere dieren die niet meer dan 15,00 m² beslaat en die niet hoger reikt dan 2,50 m aan de goot en 3,50 m aan de nok, waarbij die afstanden vanaf het natuurlijke niveau van de bodem worden berekend, voorzover deze schuilplaats vanaf de openbare weg aan de achterkant van het gebouw staat en op minstens 3,00 m van de gemeenschappelijke grens;

f) het plaatsen van hoogstens 2,00 m hoge afsluitingen bestaande uit ofwel heggen met inheemse struiken ofwel paaltjes die onderling verbonden zijn door middel van één of twee dwarsbalkjes, ijzerdraad of breedmazig traliwerk dat in voorkomend geval steunt op een betonplaat of een muurtje met een hoogte van hoogstens 0,50 m alsmede portalen en hulpdeuren met een maximumhoogte van 2,00 m die een open uitzicht op het eigendom mogelijk maken;

g) het ingraven van water- of brandstoftanken, van draineersloten, sterfputten, greppels, inspectieputten, septische putten, het aanleggen van platen, ondergrondse leidingen en elk ander individueel systeem voor waterzuivering, voorzover ze verband houden met de infrastructuur die nodig is voor de inrichting van het (de) eigendom(men);

5° het plaatsen van radio- of televisieantennes of paraboolantennes die :

a) niet meer dan 1 m² beslaan;

b) aan de grond vastgehecht zijn, in de voor- en achtertuinen die vanaf de openbare weg aan de achterkant van het gebouw gelegen zijn of op een ophoging of een dakvlak aan de achterkant van het gebouw vanaf de openbare weg; in dit laatste geval moeten de antennes een kleur van dezelfde aard hebben als die van hun steunpunt;

c) op een minimumafstand van 3,00 m van de gemeenschappelijke grens opgesteld zijn;

6° het plaatsen van installaties met een sociaal, cultureel, sportief of recreatief doel voor een maximumduur van zestig dagen;

7° voorzover ze worden uitgevoerd met dezelfde materialen als die van het dak, het opvullen, het plaatsen of het wijzigen van gevelopeningen in opgaande muren, op hoogstens één verdieping, waarbij de wijzigingen een oppervlakte van niet meer dan een kwart van de lengte mogen beslaan van de opgaande muur waarin deze handeling wordt uitgevoerd;

8° de vervanging van het raamwerk in de bekleding of van dakopeningen door isolerende raamwerken en gevelopeningen met hetzelfde buitenuitzicht of de vervanging van bedekkingen voor opgaande muren en daken door isolerende bekledingen en bedekkingen met hetzelfde buitenuitzicht, voorzover de constructie niet dikker is dan 0,30 m;

9° op het openbaar domein :

a) voor rijwegen die niet breder zijn dan 7,00 m en voorzover de grondslag van die rijwegen niet verbreed en de wezenskenmerken van het dwarsprofiel niet gewijzigd worden, het vernieuwen van de funderingen en van de bedekking van de rijwegen, bermen, straatboorden en trottoirs, behalve het wijzigen van de wegbedekking indien die uit natuursteen bestaat;

b) zonder de wezenskenmerken van het dwarsprofiel te wijzigen, het vernieuwen, het verplaatsen of het wegnemen van bijkomende elementen zoals brugleuningen, vangrails, schampranden, met uitzondering van steunmuren en geluidswerende panelen;

c) het aanleggen of wegnemen van waterafvoersystemen zoals greppels, sterfputten, platen, riolen en watervergaarbakken die minder dan 1,25 m hoog zijn;

d) onverminderd de toepassing van artikel 129, § 3, de installatie, de verplaatsing, de verbouwing of de uitbreiding van de netwerken die op de openbare weg bevestigd zijn erop gesteund zijn, eraan vastgeankerd zijn of die erover uitsteken;

e) het voorlopig inrichten van wegen met een maximale duur van twee jaar;

f) het uitvoeren van werken ter inrichting en voor plaatselijke verruiming van zones voor voetgangers, personen met verminderde beweeglijkheid of fietsers, alsook werken ter verfraaiing of beveiliging van bedoelde zones;

g) het plaatsen en vernieuwen van kleine openbare stadsvoorzieningen zoals zitbanken, tafels, stoelen, afvalbakken, kandelaberzuilen, plantenbakken, kleine waterpartijen;

h) het uitvoeren van werken ter inrichting van zones voor aanplantingen;

i) het plaatsen, verplaatsen of wegnemen van volgende systemen of voorwerpen :

— de verkeerstekens, met inbegrip van de draagsteun hiervan en de verkeersportalen, alsmede de beschermende omhulsels;

— vastgehechte of verplaatsbare verkeerstekens voor het inperken van het verkeer of de parkeerplaatsen;

— controletoeestellen op parkeerplaatsen zoals parkeermeters of parkeerautomaten;

— parkeerstangen voor tweewielers;

— buisleidingen voor al dan niet ondergrondse technische installaties zoals elektrische schakelkasten voor verkeerslichten of openbare verlichting, praatpalen, waterkranen, schakelkasten voor telediffusie;

- j) het plaatsen, verplaatsen of wegnemen van straatverlichting;
 - k) het plaatsen, verplaatsen of wegnemen van hierna vermelde reclame- en aanplakzuilen :
 - reclamezuilen waarvan de schacht een diameter van hoogstens 1,20 m heeft en niet hoger is dan 3,50 m;
 - de aanplakborden op voeten waarvan de maximale hoogten en breedten respectievelijk niet meer dan 2,50 m en 1,70 m bedragen en waarvan de bruikbare oppervlakte niet meer dan 4 m² per vlak bedraagt;
 - l) het plaatsen of het wijzigen van de grondmarkering;
 - m) het plaatsen, het verplaatsen of het wegnemen van verkeersdrempels;
 - n) het plaatsen, het wegnemen of het vernieuwen van systemen voor de exploitatie van sporen en lijnen voor openbaar vervoer zoals bovenleidingsmasten, tekens, portalen, seinhuizen, en kasten of haltepalen voor de reizigers;
 - o) het plaatsen, onverminderd het voorafgaande verkrijgen van een wegvergunning, van een open seizoenterras in de horecasector, met een maximumoppervlakte van 50,00 m²;
- 10° het plaatsen van wildkansels in bosgebieden zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 9°, van het decreet van 14 juli 1994 tot wijziging van de jachtwet van 28 februari 1882.

Art. 263. § 1. Voorzover de hiernavermelde handelingen en werken geen afwijking van de wettelijke, decretale of regelgevende bepalingen inhouden en ze geen voorbereidende handelingen en werken onderworpen aan de stedenbouwkundige vergunning vereisen, is voor genoemde handelingen en werken geen vergunning vereist maar wel een voorafgaande stedenbouwkundige verklaring :

1° met uitzondering van de daken en van de in artikel 262, 7°, bedoelde handelingen en werken, wat betreft de opgaande muren die niet op de rooilijn staan, het plaatsen of wijzigen van openingen, voorzover ze vooral een verticale dimensie krijgen en daarvoor hetzelfde bouw materiaal wordt gebruikt als voor de opgaande muur;

2° in voor- en achtertuinten, de volgende handelingen en werken :

a) per eigendom, de bouw of vervanging van een bestaand bijvolume door een bijvolume zonder verdieping, al dan niet bestemd voor de woning, belendend aan een bestaand gebouw, achteraan dat gebouw of achter de rooilijn met meer dan 4,00 m of aangesloten op dat gebouw door een volume met een vlak dak, voorzover :

- de vestiging op minder dan minstens 1,90 m ligt van de gemeenschappelijke grens;
- de totale uitbreidingsoppervlakte niet meer beslaat dan 30,00 m² en de hoogte niet meer bedraagt dan 3,00 m aan de goot en 5,00 m aan de nok;
- het volume overdekt is met een dak met één helling of met twee hellingen die dezelfde hellingsgraad en lengte hebben en waarvan het niveau van de dakgoot lager is dan dat van het hoofdvolume;
- het materiaal voor de bekleding van de opgaande muren en voor de bedekking van de daken bestaat uit glas, gelijkwaardig is aan het materiaal van het bestaande gebouw en het geheel van de aangebrachte openingen een verticale dimensie krijgt;

b) per eigendom, de bouw of vervanging van een bijvolume door een bijvolume zonder verdieping, niet bestemd voor de woning, alleenstaand, opgericht op minstens 1,90 m van de gemeenschappelijke grens en achteraan een bestaand gebouw, met een maximale oppervlakte van 20,00 m², overdekt met een dak met twee hellingen die dezelfde hellingsgraad en lengte hebben en waarvan de materialen bestaan uit hout, glaswerk of gelijkwaardig zijn aan die van het hoofdgebouw;

c) het plaatsen van schuilplaatsen voor één of meerdere dieren, voorzover :

- per eigendom, de maximale oppervlakte gelijk is aan 15,00 m² en, wat duiventillen betreft, aan 25,00 m²;
- ze op minstens 3,00 m van de gemeenschappelijke grenzen staan;
- ze op minstens 20,00 m van naburige woningen staan;
- ze niet hoger zijn dan 2,50 meter aan de goot en 3,50 meter aan de nok, waarbij die afstanden vanaf het natuurlijke bodemniveau worden berekend;
- het materiaal voor de bekleding van de opgaande muren bestaat uit glas of traliewerk of gelijkwaardig is aan het materiaal van het bestaande hoofdgebouw;

d) een bijstal, onverminderd de toepassing van de in het Veldwetboek bedoelde bepalingen;

e) het optrekken van afsluitingen, portalen en hulpdeuren die niet bedoeld zijn in artikel 262, 5°, f);

f) per eigendom en voorzover het bodemreliëf geen enkele ingrijpende wijziging ondergaat, een openluchtzwembad waarvan de oppervlakte niet meer beslaat dan 75,00 m²;

3° de afbraak van bouwwerken zonder verdieping of kelder, voorzover :

- a) de grondoppervlakte minder bedraagt dan 30,00 m²;
- b) ze niet op de rooilijn staan;

4° wat landbouwbedrijven betreft :

a) de bouw van opslagsilo's, geheel of gedeeltelijk ingegraven, voorzover de bovenkant van de steunmuren niet hoger is dan 1,50 m boven het niveau van het bodemreliëf;

b) de vestiging van een mestplaat voorzover :

- de constructie staat op minstens 3,00 m van de gemeenschappelijke grenzen en op minstens 20,00 m van alle woningen die niet behoren tot de exploitant;
- de bovenkant van de plaat of van de steunmuren niet hoger is dan 1,50 m boven het bodemreliëf;

c) de aanleg van een tank bestemd om water of dierlijke mest te verzamelen of op te slaan, geheel of gedeeltelijk ingegraven, voorzover de bovenkant van de steunmuur niet hoger is dan 0,50 m en de tank gevestigd is op minstens 10,00 m van elke al dan niet bevaarbare waterloop, op minstens 3,00 m van het openbaar domein en op minstens 20,00 m van elke woning die niet behoort tot die van de exploitant;

5° voor de teelt van kerstbomen;

6° in gebieden niet bestemd voor bebouwing, de aanleg of wijziging van een draineersysteem.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen is bevoegd om kennis te nemen van de in § 1 bedoelde verklaring.

Niemand mag de in § 1 bedoelde handelingen en werken verrichten zonder vooraf een verklaring te richten per brief of neerlegging, tegen ontvangstbewijs, aan het college van burgemeester en schepenen noch zonder gelijktijdig een afschrift daarvan te sturen aan de gemachtigde ambtenaar.

De verklaring is niet ontvankelijk :

1° indien zij is gericht of neergelegd in overtreding van dit artikel of indien ze de voorschriften daarvan niet naleeft;

2° indien zij het volgende niet bevat :

a) een kadastraal uittreksel betreffende het onroerend goed waarvan de geldigheidsdatum niet voorafgaat aan de verklaringsdatum met meer dan twaalf maanden;

b) drie genummerde foto's van de lokalisatie van de geplande handelingen en werken met vermelding op het kadastraal uittreksel van de verschillende fotografische opnamepunten;

c) een beschrijving in grafische of tekstvorm, de vestiging en een maatschets van de geplande handelingen en werken, in voorkomend geval vergezeld van de desbetreffende technische documentatie.

Binnen vijftien dagen vanaf de ontvangst van de verklaring stelt het college van burgemeester en schepenen de verklarende persoon er per brief van in kennis dat de verklaring al dan niet ontvankelijk is. In geval van niet-ontvankelijkheid bepaalt het college van burgemeester en schepenen de grond daarvan en in voorkomend geval maakt een lijst van de ontbrekende stukken op en vermeldt dat de verklaringsprocedure moet worden herbegonnen. Binnen dezelfde termijn richt het college van burgemeester en schepenen een afschrift van genoemde brief aan de gemachtigde ambtenaar.

In geval van ontvankelijke verklaring, mag de verklarende persoon overgaan tot de uitvoering van de handelingen en werken binnen twintig dagen nadat de verklaring is gestuurd.

De verklaring wordt aangeplakt op het terrein langs het openbare domein en is daarvanuit zichtbaar door toedoen van de verklarende persoon tijdens de hele duur van de uitvoering van de handelingen en werken.

Het college van burgemeester en schepenen stelt een register van de verklaringen ter beschikking van de betrokken derden.

De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling kan de vorm en inhoud van de verklaring bepalen.

Art. 264. Voorzover de hierna vermelde handelingen en werken geen afwijking van de wettelijke, decretale of regelgevende bepalingen inhouden en ze geen voorbereidende handelingen en werken vereisen die onderworpen zijn aan de stedenbouwkundige vergunning of die een dergelijk advies vereisen, zijn ze vrijgesteld van het voorafgaande advies van de gemachtigde ambtenaar :

1° elke verbouwing of uitbreiding van de grondinname die hoogstens 60,00 m² bedraagt van een gebouw bestemd voor de woning voorzover het geheel van de openingen naar het openbaar domein, wanneer de verbouwing of uitbreiding betrekking heeft op een ophoging naar genoemd domein, gekenmerkt is door een verticale dimensie en een lagere oppervlakte beslaat dan die van de volle delen van de ophoging, dakwerk niet inbegrepen;

2° onverminderd de toepassing van punt 1°, de oprichting van een nieuwe woning in een gebouw;

3° in de voor- en achtertuinen die vanaf het openbaar domein aan de achterkant van de woningen gelegen zijn, de in artikel 263, § 1, 2°, d) niet bedoelde volièrès, schuilplaatsen voor dieren en duiventillen alsook het slopen van gebouwen zonder boven- of ondergrondse verdieping voorzover de grondoppervlakte lager is dan 60,00 m²;

4° in de voor- en achtertuinen die vanaf het openbare domein aan de achterkant van de woningen gelegen zijn, het aanleggen van een vijver of een openluchtzwembad, die niet bedoeld zijn in artikel 262, 4°, a) en 263, 2°, f);

5° het optrekken van scheidingsmuren;

6° het optrekken van steunmuren;

7° het aanleggen van parkeerplaatsen voor meer dan twee en minder dan tien voertuigen;

8° het aanleggen van een terrein voor minder dan vijf afgedankte voertuigen of minder dan 60,00 m³ schroot, materiaal of afval, voorzover het geheel vanaf de openbare weg aan de achterkant van de gebouwen staat;

9° het plaatsen van één of meerdere reclameborden of één of meerdere reclamezuilen of -panelen;

10° het aanleggen van één niet overdekt sportterrein per eigendom, voorzover de afstand tot de gemeenschappelijke grens minstens 3,00 m bedraagt en de afmetingen van het sportterrein niet meer bedragen dan 45,00 m per 25,00 m;

11° het uitvoeren van handelingen en werken die in overeenstemming zijn met de normale bestemming van binnenpleinen en tuinen, voorzover ze tot de handelingen en werken behoren, bedoeld in artikel 262, 4°, a) tot en met d), maar de voorwaarden ervan niet vervullen;

12° het plaatsen van niet-ingegraven water- of brandstoftanken voorzover ze verband houden met de infrastructuur die nodig is voor de inrichting van het eigendom en niet bestemd zijn voor een handelsactiviteit;

13° in gebieden bestemd voor stedenbouw, het bebossen met loofsoorten, ontbossen en vellen van losstaande hoogstammige bomen die geplant zijn in de groengebieden bepaald in een vigerend gemeentelijk plan van aanleg alsmede van de bomen van een onroerend goed waarvoor een verkavelingsplan werd opgesteld, met uitzondering van de bijzondere bomen bedoeld in artikel 84, § 1, 11°;

14° het plaatsen op een gebouw van zonnecollectoren die niet bedoeld zijn in artikel 262, 2°;

15° de bouw van opslagsilo's, mestplaten en verzamel- of opslagtanken die niet voldoen aan de in artikel 263, 4° bedoelde voorwaarden;

16° het plaatsen van één of meerdere vaste of verplaatsbare installaties die niet aangegebouwd moeten worden;

17° het optrekken van antennes, met inbegrip van parabolantennes, masten en andere gelijkaardige structuren, voorzover :

— die handelingen en werken niet bedoeld zijn in artikel 262, 5°;

— ze op een afstand tot de gemeenschappelijke grenzen staan die minstens gelijk is aan de totale hoogte;

— die handelingen en werken niet ressorteren onder telecommunicatienetwerken, met name telefoon-, radiofoon-, radiotelefoon- en teledistributienetwerken;

18° de windgeneratoren voorzover ze :

— niet ressorteren onder een net voor de elektriciteitsproductie en -distributie behoren;

— ze op een afstand tot de gemeenschappelijke grenzen staan die minstens gelijk is aan de totale hoogte;

19° de instandhoudings- en onderhoudswerken waarbij het architectonische uitzicht van een gebouw gewijzigd wordt, zoals het vervangen van het bouw materiaal van het dak of van de bekleding van opgaande muren of het wijzigen van het uitzicht daarvan door zandstraling, verven, cimenteren, aanbrengen van pleisterkalk of gevelbekleding, ofwel het vervangen van deuren en raamwerken;

20° het wijzigen van de bestemming van een gebouw bedoeld in artikel 84, § 1, 7°, voorzover geen handeling en werken hiervoor vereist zijn die een wijziging van het gebouwde volume of van het architectonische uitzicht van het gebouw met zich meebrengen;

21° de handelingen en werken betreffende de wijziging van de bestemming van een gebouw die niet bedoeld is in artikel 84, § 1, 7°, voorzover ze geen wijziging van het gebouwde volume of van het architectonische uitzicht van het gebouw met zich meebrengen.

22° de overdekte halteplaatsen voor reizigers van het openbaar vervoer.

Art. 265. De medewerking van een architect is niet vereist voor :

1° de in artikelen 262 en 263 bedoelde handelingen en werken;

2° de oprichting van een nieuwe woning in een gebouw voorzover de werken de draagstructuren van het gebouw niet veranderen en ze noch de wijziging van het volume, noch de wijziging van het architectonische uitzicht vergen;

3° de bouw van broeikassen en veranda's die tegen het hoofdgebouw leunen voorzover ze :

a) ze gelijkvloers aangelegd worden;

b) de diepte ervan niet meer dan 3,50 m bedraagt;

4° de gevoelige wijziging van het bodemreliëf;

5° de handelingen en werken bedoeld in artikel 264, 4° tot 22°;

6° het bebossen, ontbossen, vellen of snoeien van bomen of hagen;

7° de tenuitvoerlegging van het plan voor het beheer van een staats- of erkend natuurreservaat, goedgekeurd door de Regering krachtens artikel 14 of 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

Art. 265/1. De vrijstellingen bedoeld in artikel 262, 9°, met inbegrip van het openbaar domein bedoeld in de gemeentelijke plannen van aanleg en de geldig toegelaten en niet vervallen verkavelingsvergunningen, en in artikel 264, 1°, 5° tot 10°, 12°, 14°, 16° tot 22°, zijn niet van toepassing :

1° in een gebied dat valt onder de toepassing van het algemeen reglement op gebouwen van toepassing op beschermde gebieden van sommige gemeenten op stedenbouwkundig vlak, bedoeld in hoofdstuk XVII van titel I van boek IV;

2° in een gemeentelijk grondgebied of een gedeelte daarvan waarop het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden, bedoeld in hoofdstuk XVII *quater* van titel I van boek IV, van toepassing is;

3° binnen een omtrek van culturele, historische of esthetische waarde bedoeld in artikel 40, 4°;

4° op de handelingen en werken betreffende een onroerend goed dat opgenomen is in de inventaris van het patrimonium bedoeld in artikel 192. »

Art. 2. Artikel 307 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« 4° de gevoelige wijzigingen van het bodemreliëf. »

Art. 3. De aanvraag tot het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning waarvan het ontvangstbewijs dateert van vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wordt verder behandeld volgens de vóór bedoelde datum vigerende bepalingen.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 oktober 2005.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE